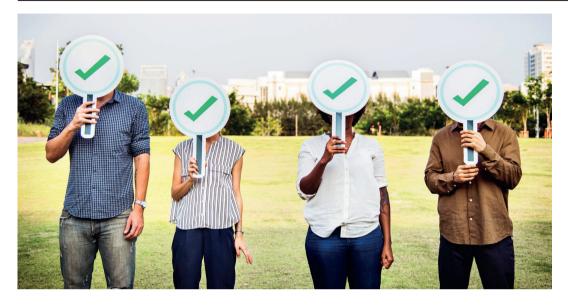
BAROMÈTRE 2019 SOLUTIONS DURABLES



SOMMAIRE

P.2/3: SONDAGE EXCLUSIF SUR L'APPROPRIATION DES ODD DANS LE MONDE

P.4: LES ODD EN FRANCE, QUEL CONSTAT?

P.5-7: MESURE DE L'IMPACT SO-CIAL ET TECHNOLOGIES: DES LEVIERS POUR LES ODD

P.8-15 : DOSSIER SPÉCIAL : LES TRANSITIONS SERONT SOCIALES

OU NE SERONT PAS

P.16 ENTRETIEN : LES SYNERGIES PUBLIC-PRIVÉ POUR LES ODD

POUR UNE TRANSITION JUSTE VERS DES ÉCONOMIES DURABLES

ÉDITORIAL

« Fin du monde, fin du mois – même combat! », pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants lors de certaines manifestations qui ont marqué 2019. Les récents mouvements sociaux qui ont émaillé le paysage politique français ont favorisé l'apparition de slogans dont on ne peut que saluer la perspicacité. Les causes climatiques et sociales sont, de fait, intimement liées.

Au sentiment de divorce de la population avec les instances du pouvoir s'ajoute l'intuition qu'il existe une racine commune qui légitime les luttes sociales et celles pour le climat : les inégalités. Cette idée s'est incarnée dans la rue, lors des manifestations des Gilets Jaunes, mais aussi lors de celles des jeunes pour le climat.

Le monde politique aurait-il entendu cet appel ? Sommet du G7, Forum Politique de Haut Niveau: cette année, les inégalités ont été placées au centre de l'agenda politique international. Pensées d'un côté, elles sont vécues de l'autre. Hausse du chômage, difficulté croissante pour l'accès aux services publics, hausse de taxes sur les revenus les plus faibles : force est de constater que les réticences ne concernent pas tant l'adoption de mesures en faveur du climat que l'imposition de mesures stigmatisant les populations déjà vulnérables.

Pourtant, des politiques écologiques justes sont possibles, comme le démontrent les nombreux exemples internationaux présentés dans ce Baromètre. Pour cela, la conciliation des enjeux climatiques, économiques, sociaux et sociétaux est essentielle. Elle l'est aussi pour atteindre d'ici à 2030 l'ensemble des 17 Objectifs de développement durables adoptés par les Nations Unies dans le cadre de l'Agenda 2030.

Transition écologique, inclusion, lutte contre les inégalités, tous ces enjeux sont interdépendants et doivent être traités simultanément. L'objectif de ce Baromètre des Solutions Durables est précisément de présenter des analyses et des solutions transformatrices qui permettent d'envisager les changements de paradigme contemporains comme autant d'opportunités de construire un avenir durable pour tous.

Cette chance de construire un modèle de société nouveau ne pourra advenir qu'à la condition que l'ensemble des forces économiques, sociales et politiques se rencontrent et se mobilisent. Chacun à leur échelle, il appartient à l'ensemble de ces acteurs et à chacun de nous d'œuvrer ensemble et dès à présent pour un monde plus solidaire et durable.

Bonne lecture.

UN BAROMÈTRE DE :



orange™

EN PARTENARIAT AVEC:

AVEC LE SOUTIEN TECHNIQUE DE :



7

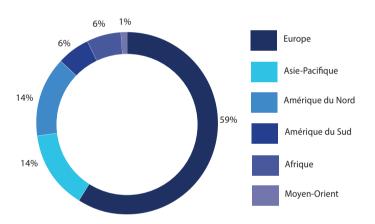
ENQUÊTE GLOBAL SURVEY: LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET

n 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les 17 Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Beaucoup de choses se sont passées depuis. Dans quelle mesure les progrès réalisés sont-ils satisfaisants pour les populations partout dans le monde ? Qu'est-ce qui est important pour elles en matière de développement durable ? Pour la première fois, ces questions ont fait l'objet d'une enquête mondiale intitulée « Global Survey sur le développement durable et les ODD ».

L'objectif général de cette enquête est de sensibiliser, mais aussi d'accélérer les décisions nécessaires au développement durable. Pour ce faire, elle a pris le parti d'interroger le plus grand nombre de personnes dans le monde, afin de recueillir leur point de vue personnel et professionnel sur l'état du développement durable dans leur pays. Il s'agit aussi d'en savoir plus sur leurs connaissances, leur acceptation et leurs attentes vis-à-vis des ODD.

A PROPOS DES PARTICIPANTS

GRAPHIQUE 1 - PERSONNES INTERROGÉES PAR RÉGION



Au total, plus de 26 000 personnes issues du monde entier ont participé à cette enquête. La majorité des personnes interrogées étaient des femmes (près de 60 %); âgées de 20 à 39 ans (62 %); qui avaient fait des études supérieures (75 %). Les réponses ont été recueillies dans plus de 175 pays, avec une répartition variable selon les régions : l'Europe en tête (59 %), suivie de l'Asie-Pacifique (14 %) et de l'Amérique du Nord (14 % également). Les professionnels des secteurs privé, associatif, public, du milieu universitaire et de l'enseignement, des arts, de la culture et des médias ainsi que les étudiants sont représentés.

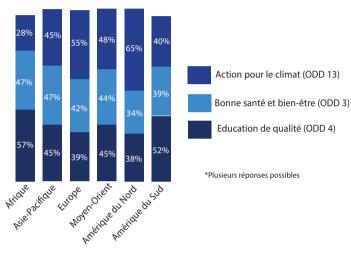
MOINS DE LA MOITIÉ DES PERSONNES INTERROGÉES CONNAIT LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les résultats du Global Survey indiquent que le cadre de référence que sont les ODD n'est pas vraiment connu dans le monde. En moyenne, dans l'ensemble du groupe interrogé, la connaissance des ODD était d'un peu moins de 50 %. Le véritable niveau de connaissance de la population pourrait en réalité être beaucoup plus faible, car le groupe de contrôle, constitué de sondés sélectionnés au hasard, avait un niveau de connaissance de seulement 16 %.

Les résultats démontrent cependant clairement que les gens sont largement conscients des problèmes décrits par les 17 ODD, puisque le terme « durabilité » est connu à près de 98%. Ce sont donc bien les ODD que le grand public ne connait pas.

L'ÉDUCATION, LA SANTÉ ET L'ACTION POUR LE CLIMAT CLASSÉES COMME LES PRINCIPALES PRIORITÉS

GRAPHIQUE 2 - TROIS PRINCIPAUX ODD SÉLECTIONNÉS PAR RÉGION*



Lorsque l'on demande aux participants de l'enquête quels sont les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui les concernent directement eux et leur famille, les six identifiés comme les plus urgents sont :

- 1. Éducation de qualité (ODD 4)
- 2. Santé et bien-être (ODD 3)
- 3. Lutte contre les changements climatiques (ODD 13)
- 4. Travail décent et croissance économique (ODD 8)
- 5. Eau propre et assainissement (ODD 6)
- 6. Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7)

Les personnes interrogées indiquent systématiquement qu'une éducation de qualité et la santé sont leurs principales priorités. Le changement climatique est également considéré comme primordial, bien que l'importance qu'on lui accorde diffère fortement entre les régions.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST UNE PRIORITÉ ABSOLUE, MAIS IL AFFICHE UNE PLUS GRANDE VARIABILITÉ RÉGIONALE QUE LES AUTRES ODD PRIORITAIRES

Au niveau régional, c'est le changement climatique qui a la plus grande variabilité dans la hiérarchisation des ODD. S'il figure parmi les premières priorités en Amérique du Nord et en Europe, il est beaucoup plus bas dans les préoccupations des populations d'Amérique du Sud et d'Afrique. En Afrique, 28 % seulement des personnes interrogées classent le changement climatique dans leurs priorités. En revanche, la pauvreté est plus communément citée. Ce resultat est à mettre en parallèle avec le contexte de cette région : même si l'extrême pauvreté recule dans de nombreux endroits du monde, on observe que l'inverse se produit en Afrique subsaharienne. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, sur 10 personnes en situation d'extrême pauvreté, 9 vivront dans cette région d'ici 2030¹.

ENQUETE MONDIALE SUR LES ODD



L'ACTION POUR LE CLIMAT SONT JUGÉS PRIORITAIRES



L'Europe et l'Amérique du Nord, en revanche, montrent des niveaux élevés de préoccupation vis-à-vis du changement climatique. Ce sont respectivement 55 % et 65 % des personnes interrogées pour chacune de ces régions qui classent le changement climatique dans l'une de leurs six premières priorités. On peut faire l'hypothèse suivante: la lutte contre le changement climatique peut être considérée comme un « luxe superficiel » qui émerge uniquement lorsque des besoins plus immédiats comme le bien-être économique, l'accès à l'eau potable ou à un air propre sont globalement satisfaits. Une relation similaire apparaît entre le PIB par habitant d'une nation et les ODD les plus essentiels: les pays dont le PIB par habitant est élevé priorisent « l'action pour le climat », tandis que les pays dont le PIB par habitant est faible donnent la priorité à « une éducation de qualité ».

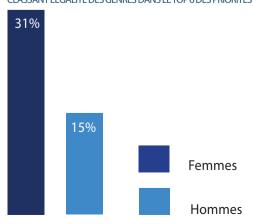
Ces résultats ont des implications directes pour les gouvernements qui cherchent à lutter contre le changement climatique. Ils suggèrent qu'obtenir un soutien populaire en faveur des solutions au changement climatique sera plus difficile si des questions environnementales et socio-économiques plus directes ne sont pas traitées simultanément.

UN CLIVAGE SIGNIFICATIF ENTRE LES SEXES ET LES RÉGIONS DANS L'IMPORTANCE ACCORDÉE À L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME

En dehors de l'importance accordée à la lutte contre le changement climatique, une des principales conclusion du rapport concerne l'ODD 5 relatif à l'« Égalité des sexes ». Il s'agit de l'un des deux seuls ODD qui suscite des réponses nettement différentes entre les femmes et les hommes (l'autre étant l'ODD 7 « Energie propre et d'un coût abordable »). Au niveau mondial, 31 % des femmes interrogées considèrent l'« égalité des sexes » comme un ODD dont il faut se soucier sans attendre, contre seulement 15 % des hommes. Ces derniers, lorsqu'interrogés estiment également davantage que les femmes que l'égalité entre les sexes a progressé lors des dernières années. Ces perceptions divergentes doivent être prises en compte, étant donné le rôle que peut jouer la parité dans le bienêtre économique et environnemental. Il existe également d'importantes variations régionales sur la question de l'égalité des sexes.

Les personnes interrogées (hommes et femmes) en Australie, en Europe et en Amérique du Nord considèrent l'« égalité des sexes » comme l'un des ODD les plus importants, et le classent parmi leurs

GRAPHIQUE 3 - POURCENTAGE DE FEMMES ET D'HOMMES
CLASSANT L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LE TOP 6 DES PRIORITÉS



six ODD prioritaires. En comparaison, dans toutes les autres régions, l'« égalité des sexes » ne fait pas partie des six ODD prioritaires. Cela reflète des tendances régionales divergentes : les inégalités entre les sexes ne sont pas percues partout comme un problème social essentiel.

Bien que le Global Survey présente des résultats sur ce que des personnes du monde entier considèrent comme prioritaire et la manière dont les ODD pourraient être atteints, de nombreux éléments inconnus subsistent. Les questions relatives aux modèles de collaboration les plus efficaces (quels partenariats, etc.) et aux actions personnelles ayant le plus grand impact sont particulièrement importantes pour de futures recherches car elles constituent deux leviers potentiels pour la réalisation des ODD.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ: Cet article présente des résultats préliminaires. Les résultats finaux seront présentés parallèlement au sommet de l'ONU sur les ODD en septembre à New York et communiqués publiquement sur le site Web officiel de l'Enquête mondiale (www.globalsurvey-sdg.com).

1 World Bank (2018): Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle

Joachim Schlange Directeur Associé & Theresa Frank Consultante Senior et Cheffe de Projet Global Survey & Sina Beecken Analyste Schlange & Co. GmbH (S&C)

Todd Cort Yale Center for Business and the Environment (CBEY)

Méthodologie

La Global Survey a été réalisée par Schlange & Co. (S&C), un cabinet de conseil allemand spécialiste du développement durable, et par le Yale Center for Business and the Environment (CBEY). Ce projet a été financé par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire. L'Enquête a été menée en ligne et en 18 langues entre septembre 2018 et juin 2019.

Le groupe cible de l'Enquête mondiale était constitué de personnes privées et de représentants des mondes politiques, des affaires, universitaire, des médias et de la société civile, au niveau national et international. Comme la participation à l'Enquête relevait du volontariat, les résultats sont nécessairement biaisés, car ce sont essentiellement des personnes intéressées par les ODD qui y ont répondu. Un groupe de contrôle a donc été ajouté à l'étude. Ce « groupe de contrôle » était composé d'étudiants d'universités appartenant au réseau GNAM et d'un panel standard de personnes participant régulièrement à des enquêtes marketing. Ces deux groupes ne s'intéressent pas particulièrement au développement durable.

L'enquête a été diffusée par l'intermédiaire de plus de 250 « multiplicateurs », c'est-à-dire par des individus, des organisations et des réseaux de tous les secteurs et régions du monde et via les réseaux sociaux, ainsi qu'au travers d'une campagne menée spécifiquement par des influenceurs.

L'AGENDA 2030 : L'AGENDA INCONNU OU L'AGENDA DES ÉLITES?







uatre ans jour pour jour après l'adoption de l'Agenda 2030 par les 193 États membres des Nations unies, Focus 2030 a souhaité faire le point sur l'état des connaissances des Français sur les Objectifs de développement durable. Un sondage exclusif a donc été réalisé auprès d'un échantillon de plus de 6 000 personnes représentatives de la population française dans le cadre du projet de recherche « Aid Attitudes Tracker » mené conjointement avec UCL (University College London) et Birmingham University.

Les conclusions sont sans appel : les Objectifs de développement durable (ODD) demeurent largement méconnus en France. Seuls 9% de nos concitoyens affirment les connaître, quand 31% indiquent en avoir entendu parler sans vraiment savoir de quoi il s'agit. Des résultats sensiblement identiques sont d'ailleurs observés dans les autres pays où cette enquête comparative est menée: Allemagne (9%), États-Unis (8%), Royaume-Uni (9%) où, comme en France, le niveau de connaissance demeure stable ces deux dernières années.

On constate cependant que plus le niveau d'instruction des répondants croît, plus le niveau de connaissances déclaré des ODD augmente, atteignant 19% parmi les titulaires d'un Bac+5 contre 6% pour les non-diplômés, un fait vraisemblablement à corréler avec les pratiques culturelles de ces groupes et notamment leur exposition à l'actualité internationale.

De manière plus inattendue, tout porte à croire que le voyage participe à une plus large connaissance des ODD. Indépendamment du niveau d'instruction, les français s'étant déplacés en dehors de l'hexagone ces trois dernières années sont un tiers de plus à connaître les ODD que la moyenne. Cette proportion

augmente même sensiblement parmi ceux s'étant rendus dans un pays dit « en développement ».

Interrogés plus en détail sur la nature des ODD, le niveau de méconnaissance de nos concitoyens se confirme : 8% savent que les ODD sont au nombre de 17, 29% supputent qu'ils relèvent de la responsabilité de l'ensemble des pays, du Nord comme du Sud, de les réaliser et seuls 12% savent que l'échéance fixée pour leur réalisation est 2030.

À QUI LA FAUTE?

Si les gouvernements sont redevables, vis-à-vis de leurs citoyens et de la communauté internationale, de la mise en œuvre de politiques publiques efficaces et cohérentes en vue de la réalisation des ODD, force est de constater qu'ils sont absents du débat politique. C'est ce que nous confirme l'analyse du nombre de références aux ODD dans les communications de chacun des ministères et au sommet de l'État.

En examinant l'ensemble des sites web de l'exécutif, on ne peut que constater une faible appropriation des ODD par les pouvoirs publics de manière générale, avec toutefois des ministères qui jouent le jeu. Ainsi, dans les Ministère de la Transition écologique et solidaire (1 140 mentions des ODD), de l'Europe et des Affaires étrangères (932 mentions) et de l'Économie et des finances (669 mentions) se détachent-ils de leurs homologues. Les autres ministères font en effet figure de parents pauvres, au premier titre desquels, Matignon et l'Élysée, avec respectivement 18 et 23 mentions seulement des ODD sur leur site web à l'heure où nous écrivons ces lignes.

À l'heure où les tentations de repli et les incompréhensions vis-à-vis du monde qui nous entoure se multiplient, ni les citoyens ni les élites ne semblent avoir connaissance du seul agenda visant à résoudre rapidement les plus grands défis planétaires. Mener à bien les réformes nécessaires pour une intégration de l'ensemble des ODD dans les politiques publiques d'ici 2030 nécessitera pourtant un effort de communication et de mobilisation sans précédent. Aux acteurs de la société civile, médias, collectivités locales, décideurs de prendre leur part pour faire vivre cet agenda. Et vite.

Fabrice Ferrier Directeur Focus 2030

LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030 PAR LA FRANCE : UNE APPROCHE COLLABORATIVE POUR UNE ACTION COORDONNÉE DE TOUS LES ACTEURS EN FAVEUR DES ODD

Depuis plus d'un an, de nombreux acteurs publics et privés se sont engagés dans l'élaboration collective d'une feuille de route pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par la France. Ces travaux sont placés sous le pilotage conjoint des secrétaires d'État Jean-Baptiste Lemoyne (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - MEAE) et Brune Poirson (Ministère de la Transition écologique et solidaire - MTES). Environ trois cents acteurs, issus d'une centaine de structures, y ont déjà contribué.

Ce processus d'écriture ouvert et collaboratif est inédit. Il vise à engager tous les acteurs, avec l'État, à relever les défis globaux portés par l'Agenda 2030. Territoires, entreprises, syndicats, chercheurs, associations, citoyens, des des les des le élus, médias, ministères... Chacun a un rôle

à jouer pour construire une feuille de route commune, à la fois partagée et engageante. L'État incite ainsi les acteurs à se structurer pour construire des coalitions sur des thématiques transversales, comme les inégalités, qui impactent presque tous les ODD. L'élaboration de la feuille de route doit se faire en respectant les principes de participation, de transparence et d'approche multi-niveaux.

A travers cette feuille de route, un des objectifs poursuivis est d'assurer la cohérence des politiques et des actions de la France en faveur d'un développement durable, sur le plan national comme international. Il s'agit de faire des relations entre différents objectifs visés par les politiques publiques, souvent poursuivis de façon parallèle, pour être plus efficace et opérationnel.

Plus concrètement, il s'agit de chercher les synergies ou de lever les contradictions entre politiques, en faisant sauter les verrous qui freinent les transitions.

La nécessité de modifier nos pratiques et de nous adapter, tout en ne laissant personne de côté, ne fait que conforter l'utilité de cette démarche et de cette mise en action collective par la France. Il y a en outre une vraie résonance entre l'Agenda 2030, avec ses ambitions solidaires et les interrogations actuelles de la société française, en partie révélées lors du grand débat national dont la feuille de route doit tenir compte.

Magali Pinon-Leconte, Cheffe de Département Délégation au Développement Durable, Ministère de *la Transition écologique et solidaire (MTES)*

LA MESURE D'IMPACT, CLÉ DE LECTURE D'UNE PER-FORMANCE DURABLE DES ENTREPRISES ET DES **ORGANISATIONS?**







histoire de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises pourrait se résumer en trois étapes : la couverture des risques, l'élargissement du périmètre de responsabilité au-delà des « murs » de l'entreprise et enfin la recherche de sens et du nouveau rôle de l'entreprise face aux enjeux de développement durable. Les premières initiatives consistant à rendre compte de l'action d'une entreprise en matière de RSE, au début des années 90, n'avaient qu'un objectif : démontrer que certains risques (environnement, sécurité au travail, etc.) étaient bien gérés.

Inévitablement, l'optimisation des performances s'est additionnée à la gestion des risques. À partir du moment où ces derniers faisaient l'objet d'un suivi et d'une mesure, les entreprises les plus avancées ont pu identifier, par exemple, que réduire leur consommation d'énergie ou les accidents du travail avait un impact direct sur les coûts. Dans la deuxième moitié des années 90, plusieurs affaires liées à une mauvaise prise en compte de la RSE dans la chaine de valeur ont fait apparaître, début 2000, une RSE où la performance s'appréciait aussi sur un périmètre de responsabilité élargi aux fournisseurs et aux clients. Enfin, la crise économique de 2008, en plus de secouer l'ensemble de l'économie mondiale, a mis au cœur des débats la guestion du sens même de l'activité économique : une économie non orientée vers la prospérité humaine est-elle viable ?

REDONNER DU SENS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Aujourd'hui la recherche de sens est au cœur de toutes les attentes : celles des jeunes générations, des salariés, des clients, et de la société dans son ensemble. Cette quête définit les orientations de l'entreprise de demain. Larry Fink, le président de BlackRock, un des plus gros gestionnaire d'actifs au monde, interpelle lui-même les dirigeants d'entreprises sur le « Purpose and Profit ». Le législateur français prévoit dans la loi Pacte une modification de l'objet social historique de l'entreprise et ouvre la possibilité de se doter d'une raison d'être. Cette dernière est l'expression directe de ce fameux sens que l'entreprise cherche à donner et communiquer à l'ensemble de ses parties prenantes.

Les Objectifs de développement durable des Nations Unies, adoptés en 2015, offrent une grille de lecture adaptée à cette réflexion. Ils permettent ainsi à l'ensemble des acteurs, États et entreprises de mesurer et d'orienter leurs actions vers une performance durable. Depuis leur adoption, on observe une appropriation globale



forte et extrêmement rapide des ODD dans la sphère privée¹ : de la TPE à la multinationale, les ODD sont utilisés pour exprimer le sens que les entreprises veulent donner à leur action, voire à leur mission. Nombre d'investisseurs ont désormais pour langage commun ces objectifs, qui leur permettent à la fois d'orienter leur politique d'investissement et d'expliquer le sens qu'ils donnent aux fonds qu'ils emploient.

DE LA TPE À LA MULTINATIONALE, LES ODD SONT UTILISÉS POUR EXPRIMER LE SENS OUE LES ENTREPRISES VEULENT DONNER À LEUR ACTION, VOIRE À LEUR MISSION.

On entre donc dans une nouvelle ère où l'entreprise performante se définira différemment et devra allier performance sociale et économique, tout en comprenant et en gérant l'ensemble de ses impacts, tant positifs que négatifs.

CRÉER UN RÉFÉRENTIEL COMMUN DE LA MESURE D'IMPACT

Un référentiel mondial d'analyse de l'impact s'est développé de façon exponentielle ces dernières années : l'Impact Management Project (IMP). L'IMP est un forum international d'échange autour de l'impact et de sa mesure. Il regroupe plus de 2 000 organisations (entreprises, investisseurs, spécialistes de l'analyse, économistes, experts, etc.) qui partagent les meilleures pratiques en matière de mesure d'impact. Les ODD sont le sous-jacent majeur de ce référentiel mondial, formant un langage commun de l'impact.

L'impact est donc aujourd'hui un critère de performance clé pour une organisation : il permet de rendre compte de sa capacité à analyser les enjeux majeurs qui pourraient perturber son écosystème et donc son efficacité économique.

Il s'analyse tant à court terme - en matière de résilience d'une organisation et de sa capacité à comprendre les risques et à les anticiper - qu'à long terme avec un regard porté sur la faculté des équipes dirigeantes à saisir les bonnes opportunités et à garantir une licence to operate durable.

ALORS OUE LA RAISON D'ÊTRE DES ORGA-NISATIONS EST AU CŒUR DU DÉBAT PUBLIC, LES ODD PEUVENT ÊTRE LE MOYEN OPÉ-RATIONNEL DE TRADUIRE CETTE RAISON D'ÊTRE ET D'EN MESURER L'IMPACT.

Alors que la raison d'être des organisations est au cœur du débat public, les ODD peuvent être le moyen opérationnel de traduire cette raison d'être et d'en mesurer l'impact. Bien sûr, à l'échelle de chaque organisation, les efforts mis en place pour traiter de tels enjeux sociétaux peuvent parfois paraître dérisoires et conduire à baisser les bras. Mais, c'est un des principes de la mesure d'impact, aucune organisation ne détient à elle seule les solutions.

C'est pourquoi l'analyse de la performance en matière d'impact social et environnemental doit s'entendre, à l'échelle d'une organisation, de façon globale. Elle doit prendre en compte l'ensemble des effets, positifs et négatifs, qu'elle génère sur son écosystème global au sens le plus large, et plus uniquement en raisonnant sur les effets directs.

1. https://www.pwc.fr/fr/espace-presse/communiques-de-presse/2018/ decembre/vers-une-meilleure-integration-des-objectifs-de-developpement-durable.html

Emilie Bobin Associée,

CRÉER DES BIENS PUBLICS DIGITAUX: UN LEVIER ESSEN-TIEL POUR ATTEINDRE LES ODD D'ICI 2030





orsque l'on réfléchit à la décennie qui vient de s'écouler, on se rend compte que les progrès accomplis ont été stupéfiants, en grande partie grâce à l'avènement des technologies numériques.

Les nouvelles technologies sont aujourd'hui de plus en plus mises en œuvre à l'échelle nationale pour offrir de meilleurs services aux citoyens. Les pays, les acteurs du développement (par exemple les ONG ou les bailleurs de fonds) et le secteur privé les reconnaissent désormais comme un levier essentiel pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Longtemps mis de côté dans les discussions sur le développement comme un sujet réservé uniquement aux experts des nouvelles technologies, le numérique est à présent central dans de nombreuses discussions sur les ODD1.

LES TECHNOLOGIES MISES À L'ÉPREUVE

Les résultats concrets de l'adoption de cette technologie numérique se manifestent désormais partout. En Afrique du Sud, les services de messagerie mobile qui fournissent des informations aux femmes enceintes ou à celles qui viennent d'être mères se sont développés pour couvrir 95 % du marché. En Inde, Aadhaar, un système national qui utilise des données biométriques et géographiques pour générer un numéro d'identification national unique - un aspect essentiel pour l'inclusion sociale, économique et politique -, a permis de recenser 1,21 milliard de personnes et de réduire les frais de transaction d'environ 13 milliards de dollars ². De son côté, le Rwanda se modernise en s'orientant vers une économie sans monnaie physique, ce que le gouvernement prévoit d'atteindre grâce au développement de la téléphonie mobile et à un accès Internet à haut débit 3. Le Sénégal s'est quant à lui fixé pour objectif de générer 10 % de

son PIB à partir de l'économie numérique d'ici 2025, tandis que le Kenya, pionnier en matière de mobile money, exporte désormais activement son modèle vers d'autres pays 4.

Les consortiums multilatéraux de donateurs se concentrent également sur la technologie numérique. Le programme ID4D de la Banque mondiale soutient le développement de systèmes nationaux d'identification, tout en s'attaquant en même temps aux problèmes de confidentialité des données. Les sociétés de services financiers, les organismes de réglementation gouvernementaux et d'autres instances utilisent des logiciels open source comme Mojaloop pour relever les défis de l'interopérabilité des systèmes financiers afin de renforcer l'inclusion financière, et cherchent à mutualiser leurs investissements dans des plateformes numériques moins nombreuses, mais de plus grande envergure. Un exemple de cet investissement : le lancement en 2018 des Principes d'alignement des donateurs pour la santé numérique, qui harmonisent les investissements des donateurs dans les systèmes digitaux au niveau national et régional, afin de réduire la fragmentation des systèmes⁵.

CRÉER DES BIENS PUBLICS DIGITAUX

Malgré des progrès, il reste encore beaucoup à faire pour passer d'un monde où le digital est fragmenté à un système holistique et connecté conduisant à l'utilisation courante du digital. In fine, un tel système doit être pensé comme un ensemble collectif de « biens publics numériques » (c'est-à-dire comme des produits open source, des plateformes numériques et des services appropriés) à partager par tous et pour le bien de tous.

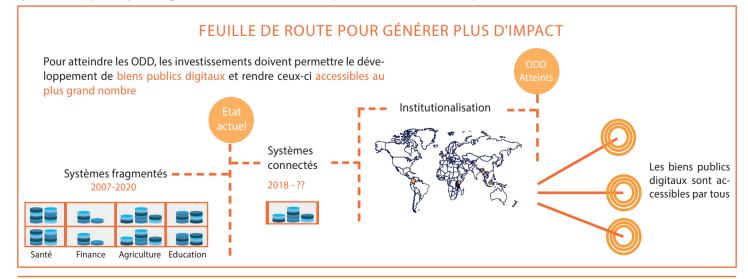
Les biens publics numériques sont des plateformes et des produits de services numériques

appropriés, des mécanismes de tarification et d'approvisionnement, des programmes de formation pour les gens et une politique numérique de soutien qui protège les citoyens. La Digital Impact Alliance, par exemple, développe des biens publics numériques en open source que chacun peut prendre et adapter. S'ils sont soigneusement conçus sur la base des quatre P - produits, prix, politiques et programmes de ressources humaines - ces biens peuvent être adaptés pour passer d'investissements numériques fragmentés qui ne fonctionnent pas à grande échelle à des plateformes et services numériques qui gèrent l'infrastructure du gouvernement national avec des services qui peuvent atteindre tout le monde.

Pour atteindre les ODD d'ici 2030, il sera nécessaire de créer des collaborations cross-sectorielles et d'investir dans des biens publics digitaux (par exemple dans des plateformes numériques réutilisables et des algorithmes de données). Il sera également nécessaire de développer les capacités numériques des citoyens et des gouvernements. Enfin il faudra impérativement mettre en place un régime réglementaire responsable qui protège les droits des citoyens. Progresser sur ces questions peut faire passer la technologie digitale de simple nouveauté à un levier institutionnel pour atteindre les ODD.

- 1. Au cours des deux dernières années, la Banque Mondiale et l'ONU se sont engagées dans des programmes d'investissement majeurs axés sur l'investissement numérique.
- 2. Référence : rapport DIAL/ITU
- 3. https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2018-08-13/data-people 4.https://www.betterthancash.org/news/blogs-stories/lessons-fromrwanda-harnessing-public-private-partnerships-to-drive-person-to-government-payment-digitization
- 5.https://www.economist.com/the-economist-explains/2015/03/02/ why-does-kenya-lead-the-world-in-mobile-money

Kate Wilson, Directrice Digital Impact Alliance



ORANGE DIGITAL CENTER: UN NOUVEL ESPACE POUR





cipaux moyens de leur mise en œuvre. Un nombre croissant d'entreprises ont depuis mis leur savoir-faire technologique au service du développement, faisant du secteur privé un acteur important pour l'atteinte des ODD. Dans cet entretien, Asma Ennaifer, Directrice du déploiement des Orange Digital Centers Afrique & Moyen Orient, revient sur l'initiative Orange Digital Center et sa contribution au développement inclusif et durable.



Orange inaugurait en avril dernier son premier Orange Digital Center à Tunis. Pouvez-vous nous expliquer en quoi consistent ces nouveaux espaces?

Orange Digital Center est un nouveau concept déployé par le groupe Orange dans la zone Afrique et Moyen Orient qui a pour ambition de promouvoir la formation numérique et soutenir l'employabilité des jeunes, les préparer aux emplois de demain et pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat technologique.

Pour cela, ce centre réunit dans un même lieu un ensemble de programmes tous gratuits allant de la formation des jeunes au numérique jusqu'à l'accélération de start-up en passant par l'accompagnement des porteurs de projets et l'investissement dans ces derniers. Concrètement, le centre comprend une école du code, un FabLab solidaire, un accélérateur de start-up « Orange Fab » et Orange Digital Ventures Africa, le fonds d'investissement du Groupe Orange.

Ces quatre programmes sont intégrés au sein d'un même espace pour former un véritable tiers lieu de l'innovation. Chacun des programmes de Orange Digital Center s'adresse à un public spécifique. L'école du code, centre technologique libre d'accès et totalement gratuit, s'adresse particulièrement aux étudiants, aux jeunes développeurs et porteurs de projets. Le FabLab solidaire, atelier de fabrication numérique pour créer et prototyper avec des équipements numériques, s'adresse aussi à ce type de public, mais cible également des jeunes sans diplôme et sans emploi.

Orange Fab et Orange Digital Ventures Africa sont des programmes qui ciblent, quant à eux, les entrepreneurs. Le premier est un accélérateur de start-up qui accompagne les plus prometteuses dans leur développement commercial et les aide à construire des partenariats commerciaux avec le Groupe Orange et le réseau mondial des Orange Fabs. Le second, Orange Digital Ventures Africa, est un fonds d'investissement, doté de 50 millions d'euros qui finance les start-up innovantes des pays du continent africain.

Vous mobilisez donc autour de vous plusieurs parties prenantes. Quels avantages y a-t-il à travailler de concert ?

Les programmes de Orange Digital Center sont déployés en étroite collaboration avec plusieurs parties prenantes, dont les gouvernements, des ONG locales et internationales et le monde académique afin de renforcer l'employabilité des jeunes et les encourager à entreprendre et à innover.

L'AVANTAGE PRINCIPAL DE S'ASSOCIER À TOUTES CES PARTIES PRENANTES EST DE POUVOIR RÉPONDRE AU MIEUX À L'EN-SEMBLE DES ATTENTES.

L'avantage principal de s'associer à toutes ces parties prenantes est de pouvoir répondre au mieux à l'ensemble des attentes des gouvernements, des jeunes et du monde professionnel. Cela permet évidemment d'inclure le plus grand nombre.

Par exemple, travailler de concert avec le monde académique permet de pouvoir donner un avis professionnel sur les cursus de formation proposés aux étudiants, pour faire en sorte qu'ils soient en adéquation avec la demande du marché du travail.

En fait, notre positionnement se situe entre l'université et le marché du travail : nous faisons travailler les jeunes sur des projets concrets car aujourd'hui les entreprises recherchent des profils opérationnels tout de suite.

Comment ce projet contribue-t-il au développement des pays dans lesquels vous opérez?

Avec Orange Digital Center, nous souhaitons à terme contribuer à faire baisser le chômage des jeunes, souvent très important dans la région concernée. Le renforcement des compétences des jeunes par et grâce au numérique va leur permettre de trouver un emploi ou les inciter à entreprendre. C'est aussi les préparer aux métiers de demain.

La valeur ajoutée de ce centre réside principalement dans la création de synergies entre les différents programmes. Les jeunes sont appelés à travailler sur des projets réels : ils sont formés à l'école du code sur les dernières tendances technologiques et au FabLab solidaire pour la concrétisation de leur prototype, dans le but de favoriser la création de projets technologiques aboutis. Les jeunes ainsi formés auront le choix de lancer leur propre start-up et de bénéficier d'une incubation technologique ou de s'orienter vers le marché de l'emploi pour lequel ils seront directement opérationnels.

Notre mission est finalement de faire du numérique une chance pour tous. Cette initiative s'inscrit dans l'ambition de placer l'inclusion numérique au cœur de notre engagement sociétal. Orange Digital Center vise à fournir à tous les jeunes, et particulièrement aux filles et aux femmes, des formations et un accompagnement de qualité.

Quelle est la prochaine étape de ce projet ?

Pour permettre à plus de jeunes de bénéficier de notre programme, nous allons, d'ici la fin de cette année, nous doter de structures similaires au Sénégal, en Jordanie et au Cameroun. Dès 2020, le Maroc, l'Egypte, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Sierra Léone, le Mali auront leur Orange Digital Center. L'ensemble des pays de la zone Afrique et Moyen-Orient où Orange est présent bénéficieront d'un centre. Parce qu'ils fonctionnent en réseaux, ces lieux permettront un échange d'expériences et d'expertises d'un pays à l'autre.

Propos recueillis par Baptiste Fassin Chargé de publications et communication Convergences

A TRANSITION CLIMATIQUE SERA SOCIALE OU **SERA PAS**





es mobilisations se multiplient autour de l'urgence climatique, réclamant une transition écologique juste. La jeunesse appelle à des grèves pour le climat et au cours des derniers mois, une partie du mouvement des gilets jaunes a rejoint cet objectif dans le cadre de synergies vertes et jaunes sous le slogan : « Fin du monde, fin du mois même combat!» Cette prise de position est intéressante, voire surprenante, car l'étincelle qui a déclenché le mouvement de contestation des gilets jaunes a été l'instauration d'une taxe carbone, mesure répondant précisément aux enjeux écologiques. Ce qui a été reproché à cette mesure n'était cependant pas tant son caractère écologique qu'anti-social. Elle affectait de manière disproportionnée les ménages

PRIMUM NON NOCERE: RENDRE ACCEPTABLES LES DISPOSITIFS DE TRANSITION

inégalités sociales.

à faibles revenus, tout en proposant un accompagnement insuffisant. Combinés, ces éléments ont contribué à renforcer un fort ressentiment lié aux

Reconnaître que nous ne sommes pas tous exposés de la même façon aux dispositifs de la transition écologique et les adapter en conséquence est donc essentiel pour une transition écologique plus juste et plus acceptable. La taxe carbone par exemple, dont la trajectoire d'augmentation a été suspendue suite au mouvement des gilets jaunes, représente en moyenne un coût de 340€ par an pour un ménage français et affecte trois fois plus les ménages à faibles revenus.

Si les politiques de transition écologique ne pourront résoudre l'ensemble des enjeux d'injustice sociale, il est primordial que leur conception n'exacerbe pas les inégalités existantes. Redistribuer une partie des recettes issues de la taxe carbone aux ménages modestes pourrait ainsi être un moyen de maintenir un « signal prix climatique », en limitant l'impact de cette taxe sur le pouvoir d'achat mais en renchérissant tout de même le coût des énergies fossiles, de façon à saper leur attractivité (ndlr : pour plus d'informations sur ce sujet, voir p.15). Favoriser l'accès aux solutions durables pour les personnes les plus vulnérables, comme l'accès à un logement consommant peu d'énergie, à des cantines scolaires bio et locales dont le coût se fonde sur le quotient familial, ou encore à des modes de transport efficaces et peu émetteurs de gaz à effet de serre sont autant de façons de garantir l'acceptabilité de la transition écologique.

ACCOMPAGNER LES MUTATIONS DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTION

La transition écologique suscite aussi des inquiétudes liées à l'emploi et aux mutations qu'elle implique pour de nombreux secteurs d'activité. En effet la transition écologique est parfois même la raison principale de



la fermeture de certaines installations industrielles. C'est par exemple le cas des centrales à charbon ou nucléaires: en Allemagne, les sorties du nucléaire, actée, du charbon, à venir, montrent qu'un accompagnement est nécessaire. L'anticipation des fermetures et un travail étroit avec les partenaires sociaux et les collectivités territoriales concernées sont essentiels. L'accompagnement de ce processus avec un budget à la hauteur des enjeux est également indispensable pour trouver des compromis acceptables. La « commission charbon » allemande, qui a rendu son rapport en février dernier, a ainsi promis 40 milliards d'euros d'argent public pour soutenir les territoires et les salariés.

"IL N'Y A PAS D'EMPLOIS SUR UNE TERRE MORTE". CE SLOGAN, UTILISÉ PAR DES SYNDICATS ET DES ONG LORS DE LA COP 21 À PARIS, ILLUSTRE BIEN LA NÉCESSITÉ DE TRANSFORMER L'ÉCONOMIE ET L'APPAREIL PRODUCTIF.

D'autres secteurs sont confrontés à des restructurations très importantes liées à la transition écologique. C'est notamment le cas de l'automobile, pour lequel la fermeture d'un site est souvent le résultat de plusieurs facteurs : transformations de la mobilité, scandales des voitures diesel concernant la pollution de l'air et concurrence internationale accrue. In fine, une multitude de métiers sont et seront impactés plus ou moins directement ; parmi eux, les transporteurs routiers, les personnels navigants des vols commerciaux, les agriculteurs, les pêcheurs, ou encore le génie civil des travaux publics, sans oublier les sous-traitants des activités concernées.

« Il n'y a pas d'emplois sur une terre morte. » Ce slogan, utilisé par des syndicats et des ONG lors de la COP 21 à Paris, illustre bien la nécessité de transformer l'économie et l'appareil productif. Mais il n'en rend pas moins réelles les inquiétudes des salariés des secteurs en transformation. Il manque aujourd'hui un cadre national qui permette d'anticiper les reconversions professionnelles des salariés des secteurs dont l'activité va diminuer dans le processus de la transition écologique. Afin que ces personnes puissent trouver un nouvel emploi dans un métier plus vert avant que le leur ne disparaisse, elles doivent avoir accès dès maintenant aux formations et dispositifs d'accompagnement normalement prévus pour des licenciements économiques. Ce dispositif doit être doté d'un budget public à la hauteur de l'enjeu et intégrer des investissements permettant le développement de nouvelles activités économiques dans les bassins d'emplois affectés. La création d'un tel fonds pour une transition juste est prioritaire.

Transition écologique et justice sociale vont de pair. Si elle n'est pas juste, la transition écologique se heurtera nécessairement à des oppositions légitimes. La prise en compte et la compensation de l'impact de la transition écologique sur les personnes vulnérables constitue donc un élément crucial de toute politique écologique, sans quoi l'équation entre fin du mois et fin du monde risque fort de se révéler une opération impossible.

Meike Fink Responsable transition écologique juste Réseau Action Climat



COMMENT LE MOUVEMENT DES JEUNES POUR I CLIMAT SE STRUCTURE-T-IL?







'histoire retiendra probablement son nom comme l'initiatrice d'une révolution douce mondiale : celle de la jeunesse qui se bat pour son avenir. En entamant dès aout 2018 sa grève lycéenne pour le climat, tous les vendredis devant son Parlement, à Stockholm, Greta Thunberg a propulsé les guestions climatiques sur le devant de la scène. Dans un premier temps isolée, elle a rapidement été rejointe par des centaines de jeunes à travers le monde.

Avec la structuration graduelle de la mobilisation des jeunes pour le climat, 2019 marque un tournant. Et c'est le 15 mars que le monde entier découvre l'étendue de cette "génération climat" : plus de deux millions de jeunes, dans plus de 2 300 villes et dans 135 pays à travers le monde 1.

En France, si le mouvement a tardé à se structurer, il rejoint la dynamique en février 2019 et ne fait que grandir, en France, le rassemblement lors de la journée du 15 mars, portée par Youth For Climate France, témoigne de cette forte mobilisation : ce sont 168 000 jeunes dans les rues de France, dont 50 000 à Paris, qui défilent au refrain de « climate justice », « crime contre l'humanité » ou autre « plus chaud que le climat »².

Ces jeunes vont frapper une deuxième fois le 24 mai 2019, cette fois-ci en choisissant le chemin des urnes. Résultat : une participation historique des 18-24 ans aux élections européennes, tranche d'âge chez laquelle les listes écologistes arrivent en tête3. Avec leur grève pour le climat, les jeunes ont inscrit les enjeux climatiques et environnementaux dans le débat politique et sociétal4.

AVEC LEUR GRÈVE POUR LE CLIMAT, LES JEUNES ONT INSCRIT LES ENJEUX CLIMATIQUES ET EN-VIRONNEMENTAUX DANS LE DÉBAT POLITIQUE ET SOCIÉTAL.

On peut facilement expliquer le discours de cette génération climat en trois grandes revendications. Premièrement, héritant de la lucidité de générations de militants écologistes qui ont lutté contre les discours creux, les jeunes réclament aujourd'hui des mesures concrètes, à la hauteur des enjeux. La radicalité devient une nécessité, à la fois dans les revendications et dans les moyens d'action choisis pour créer le rapport de force nécessaire pour obtenir ces mesures: grèves scolaires, désobéissance, ou encore blocages. Il est demandé aux dirigeants de saisir l'ampleur de la crise et d'actionner l'ensemble des leviers politiques pour y répondre, à l'échelle de la société et sur tous les secteurs.

Un impératif cependant doit guider cette métamorphose : elle doit être juste, équitable et doit questionner l'humanité que l'on veut porter au travers de cette crise. C'est ainsi le deuxième pilier du message porté par les jeunes aujourd'hui. Si la porte d'entrée de ce mouvement est la crise climatique, aucun n'ignore l'étendue et la complexité des crises, interconnectées, qui se déroulent aujourd'hui : écologiques d'une part, et sociales d'autre part. Le contexte particulier de mobilisations sociales très fortes en France en amont du mouvement des jeunes pour le climat a mis en avant la nécessité de la jonction entre les questions écologiques et sociales. Cela questionne l'emploi, la répartition des richesses, les dynamiques de production et consommation dans notre société, le transport, etc.

Enfin, pour répondre à cette transformation rapide et systémique, les jeunes se tournent vers ceux qu'ils identifient comme les doubles responsables des crises actuelles et du manque de réponse à ces crises. S'ils reconnaissent l'importance de la responsabilisation individuelle, eux-mêmes prenant leur part des efforts à fournir, ils savent que cela ne sera pas suffisant. Alors qu'une centaine d'entreprises est responsable de 71% des émissions de gaz à effet de serre⁵, les jeunes pointent du doigt les responsables économiques et les grandes entreprises à l'origine d'émissions massives de gaz à effets de serre. Ils s'opposent également au désengagement des gouvernements, qui font souvent porter la responsabilité de l'action climatique aux citoyens plutôt qu'aux institutions politiques et économiques.

Au-delà des modes d'actions et des stratégies, les batailles ne font que commencer pour une génération climat prête à se battre pour son avenir.

1 https://www.fridaysforfuture.org/events/list 2 https://www.lemonde.fr/planete/live/2019/03/15/manifestations-pourle-climat-suivez-endirect-

la-greve-mondiale-des-jeunes_5436575_3244.html

3 https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/28/elections-europeennes-vaque-verte-sur-leurope

5468494 3232 html

4 https://www.france24.com/fr/20190524-climat-greve-elections-europeennes-enjeu-scrutinurgence

5 https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/100-entreprises-responsables-deplus-de-70-des-emissions-mondiales-de-carbone_114773

Martial Breton Vice-Président CliMates

<u> 3 QUESTIONS À ADÉLAÏDE CHARLIER, PORTE PAROLE BELGE DU</u> **MOUVEMENT YOUTH FOR CLIMATE**







Pourquoi avoir initié le mouvement Youth for Climate?

Le décalage important entre la crise climatique annoncée depuis des années par des experts du monde entier et la relative inactivité du monde politique nous inquiètent. C'est pour remettre la crise climatique au cœur de l'action publique et citoyenne que nous nous mobilisons

Pour ma part, j'ai d'abord été frappée par le discours de Greta Thunberg à la COP 24. Ses mots ont résonné en moi pendant plusieurs semaines. Quand j'ai appris qu'Anuna De Wever cherchait une francophone pour développer et élargir Youth for Climate à Bruxelles et en Wallonie, cela m'a semblé une évidence et je me suis lancée dans l'aventure.

Fin du mois, fin du monde, même combat?

sans transition sociale. Une de nos marches pour le climat a d'ailleurs été organisée avec des associations de lutte contre la pauvreté pour rappeler les liens entre les enjeux climatiques et sociaux. Finalement, la transition écologique est une opportunité pour plus de solidarité, par exemple en rendant les transports publics plus efficaces et accessibles, en diminuant la facture de chauffage grâce à plus d'isolation, ou encore en créant des emplois locaux dans le secteur de l'énergie ou de l'agriculture.

Les dirigeants politiques du monde entier se réunissent en septembre pour le Forum Politique de Haut Niveau, afin de mettre les ODD à l'agenda politique global. Qu'aimeriezvous leur dire?

En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, organise un autre sommet, le Climate Youth Summit. Les jeunes pour le climat seront présents. Nous rappellerons aux dirigeants politiques la nécessité d'écouter les scientifiques et de faire de la crise climatique leur priorité. Le changement climatique n'est pas qu'une question environnementale. C'est une question éthique et politique.

Nous aimerions aussi leur dire que si les jeunes sont dans la rue aujourd'hui, c'est parce que nous avons perdu beaucoup trop de temps. Nous leur rappellerons qui si la transition coûte en effet cher, le prix de l'inaction sera encore beaucoup plus élevé. Mais nous leur dirons aussi que des solutions existent et qu'elles représentent une opportunité économique.

L'ODD 5, ACCÉLÉRATEUR DE CHANGEMENT







arvenir à l'égalité des sexes » d'ici 2030. C'est l'ambition de l'Objectif de développement durable (ODD) numéro 5, adopté par les Nations Unies en 2015 aux coté de seize autres objectifs. De nombreux obstacles se dressent pourtant sur sa route. Pour qu'il soit atteint en 2030, les efforts doivent s'accentuer, d'autant plus que l'ODD 5 est particulièrement transversal. Voici pourquoi.

Egalité femmes-hommes, égalité des sexes, égalité de genre, approche genre: tous ces termes, qui ne sont pas parfaitement synonymes mais entrent dans le cadre de l'ODD 5, ont un point commun. Ils recouvrent des approches à la fois transversales et spécifiques.

En premier lieu, l'ODD 5 est inextricablement lié aux seize autres, qui composent l'agenda 2030. L'approche genre doit donc infuser l'ensemble des secteurs. Par exemple, une action en faveur de la scolarisation des filles sera vaine si ces dernières sont tenues à l'écart de l'école pour des questions de santé, économiques, de rapports sociaux, etc.

Ce caractère transversal se retrouve notamment dans les critères de sélection du Comité d'aide au développement de l'OCDE, qui labellise les projets intégrant une dimension genre sans en faire l'objectif premier. Cela dit, et pour éviter que « ce qui est partout soit nulle part », il faut aussi conduire des projets visant spécifiquement la réduction des inégalités femmes-hommes et l'empowerment des femmes et des filles.

LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES, LES MARIAGES FORCÉS, LA SOUS-REPRÉ-SENTATION DES FEMMES DANS LES PRO-CESSUS POLITIQUES, CONSTITUENT TOUS DES DÉCLINAISONS D'UN MÊME PHÉNO-MÈNE : LE STATUT SOCIAL INÉGALITAIRE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS L'ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS.

Deuxièmement, le caractère universel de l'ODD 5 est particulièrement évident. A l'inverse des ODD, qui s'appliquent à tous les pays, leurs prédécesseurs, les Objectifs du Millénaire (OMD) pour le développement, se restreignaient aux pays en développement. Le passage des OMD aux ODD a permis une grande avancée en termes de cohérence, car les mécanismes établissant les inégalités femmes-hommes sont les mêmes, que l'on se trouve ou non dans un pays dit en développement ou dans le pays le plus prospère du monde.

Les violences sexuelles et sexistes, les mariages forcés, la déscolarisation des filles, le manque d'accès des femmes à la propriété, à un compte bancaire ou même à l'identité, les inégalités salariales, la sous-représentation des femmes dans les processus politiques, constituent tous des déclinaisons d'un même phénomène: le statut social inégalitaire entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des sociétés.

Ces discriminations amplifient également les conséquences pour les femmes de phénomènes qui impactent pourtant les individus sans distinction. Le changement climatique en est un bon exemple: si l'ensemble des individus sont touchés, il exacerbe les conditions de vulnérabilité dans lesquelles les femmes se trouvent. Un élément qui paraît extérieur aggrave des inégalités dues à l'organisation des sociétés humaines.

UNE APPROCHE RÉELLEMENT TRANSFORMATIVE

Si le caractère universel de l'Agenda 2030 est une clé fondamentale pour comprendre l'intérêt de l'ODD 5 et, surtout, pour le mettre en œuvre, l'approche genre est par ailleurs transformative au-delà des inégalités femmes-hommes, pour deux raisons.

Premièrement, adopter une approche genre signifie gagner en efficacité pour les politiques d'aide au développement. En désagrégeant les données par sexe – une méthode qui peut être appliquée à d'autres facteurs (âge, revenus, etc.) – dans une même phase d'un projet ou d'une politique, on cerne mieux le public cible, et les réponses à apporter à ses besoins

Deuxièmement, et de façon encore plus cruciale, l'approche genre est par définition une remise en question des rapports de pouvoir. Elle contribue donc largement à la déconstruction d'un modèle inégalitaire, passage obligatoire pour un développement véritablement durable.

LES TRANSITIONS DANS TOUS LES DO-MAINES (ÉCOLOGIQUE, NUMÉRIQUE, ETC.), DOIVENT SE FAIRE AVEC LA PLEINE PAR-TICIPATION DES FEMMES ET DES FILLES. QUE CES DERNIÈRES PRENNENT PART DE FAÇON AU MÊME TITRE QUE LES HOMMES AUX PROCESSUS DE DÉCISION SERA À LA FOIS LE SIGNE QUE L'ON SE RAPPROCHE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, MAIS AUSSI UN FACTEUR D'EFFICACITÉ POUR ATTEINDRE LES AUTRES ODD.

Pour ces raisons, les transitions dans tous les domaines (écologique, numérique, etc.), doivent se faire avec la pleine participation des femmes et des filles. Que ces dernières prennent part au même titre que les hommes aux processus de décision sera à la fois le signe que l'on se rapproche de l'égalité entre les sexes, mais aussi un facteur d'efficacité pour atteindre les autres ODD. Une étude récente de l'International Peace Institute a ainsi récemment fait le lien entre l'ODD 5 et l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) en démontrant que les processus de paix intégrant les femmes ont 35% de chances supplémentaires de durer plus de 15 ans !

Néanmoins, l'atteinte d'une égalité réelle nécessiterait également une reformulation de l'ODD 5. « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » : cette formulation fait des femmes et des filles des individus passifs! Certes, le terme d' « empowerment » n'est pas facile à traduire, mais on voit bien ici que le langage reflète, involontairement ou non, une conception étroite du changement. C'est à la voix active que les femmes et les filles construiront leur avenir.

Nicolas Rainaud Responsable plaidoyer Equipop & Women 7

MISER SUR LES FEMMES BAROMÈTRE DES SOLUTIONS DURABLES 2019

ENSEIGNER LE CODE AUX FEMMES : LE POUVOIR TRANSFORMATEUR DES NOUVELLES TECHNOLOGIES









es technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent un vaste potentiel aux femmes et aux filles ; de l'éradication de la pauvreté à l'amélioration de l'éducation et de la santé, en passant par la productivité agricole et la création d'emplois décents ».

Cette citation de Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes, reflète particulièrement bien le rôle que la technologie peut jouer pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 5 qui consiste à mettre fin aux inégalités entre les genres.

Et ces inégalités sont nombreuses. Par exemple, Kinnon Scott, Économiste Senior de la Banque mondiale, démontre dans un rapport qu'entre 20 et 34 ans, les femmes sont en moyenne plus pauvres que les hommes. De plus, les enfants représentent 44 % de l'extrême pauvreté mondiale et le taux de pauvreté est le plus élevé chez les filles. 105 filles pour 100 garçons vivent dans des foyers extrêmement pauvres, tous âges confondus.

LE POUVOIR DE TRANSFORMATION DES **NOUVELLES TECHNOLOGIES**

L'ODD 5 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes met clairement en évidence ces problèmes et identifie la technologie comme un levier de réduction des inégalités. Il comprend en effet un objectif spécifique sur l'importance de la technologie pour parvenir à l'autonomisation des femmes et des filles.

Les nouvelles technologies apportent de nouvelles réalités, et le développement des technologies numériques permet d'ouvrir de nouvelles perspectives aux personnes qui sont nées dans des endroits où il y a moins d'opportunités économiques. La technologie a de fait démo-

cratisé l'acquisition des connaissances. Il y a dix ans seulement, les lycéens africains étaient condamnés à rester aux échelons inférieurs parce qu'ils ne bénéficiaient pas du niveau de formation leur permettant de monter l'échelle sociale.

AUJOURD'HUI UNE FORMATION DE 6 MOIS EN CODING PEUT OUVRIR DES OPPORTU-NITÉS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES INTERNA-TIONALES. CE GENRE D'OPPORTUNITÉS A PERMIS À LA JEUNESSE AFRICAINE D'ÊTRE SUR UN PIED D'ÉGALITÉ AVEC SES PAIRS DU MONDE ENTIER.

Aujourd'hui, en revanche, une formation de 6 mois en coding peut faire décoller une carrière dans la programmation informatique et ouvrir des opportunités au-delà des frontières internationales. Ce genre d'opportunités a permis à la jeunesse africaine d'être sur un pied d'égalité avec ses pairs du monde entier.

ZOOM SUR GIRLSCODING

Les carrières basées sur la technologie numérique sont également moins difficiles d'accès. C'est donc une approche viable et moins coûteuse qui permet de soutenir les jeunes qui n'auraient jamais pu suivre des parcours professionnels plus coûteux (à la fois en termes de temps et d'argent).

Chez GirlsCoding, nous avons exploité et exploitons encore ces opportunités avec des preuves tangibles de succès.

GirlsCoding est un programme intensif organisé par la Pearls for Africa Foundation pour les jeunes filles âgées de 10 à 17 ans vivant dans des communautés défavorisées au Nigeria. Il a pour objectif de transmettre diverses compétences technologiques par le biais de formations dans des domaines comme la robotique ou le développement web, avec un processus d'apprentissage du langage de programmation de base comme HTML, CSS, JavaScript et Python. Plus de 400 filles ont été formées et sont désormais capable de créer des solutions pour résoudre les problèmes qui existent dans leurs communautés.

Certaines d'entre elles mettent déjà en œuvre ce qu'elles ont appris, pour proposer des solutions aux problèmes qu'elles rencontrent au Nigeria :

MAKOKO FRESH est un site web de commerce électronique qui met en relation les acheteurs de produits de la mer avec les pêcheurs qui vivent à Makoko (une communauté flottante à Yaba). Cette solution en éliminant ainsi les intermédiaires qui gagnent plus d'argent que les pêcheurs, permet à ces derniers de vendre plus à un meilleur prix et de mieux gagner leur vie.

HOPE BASKET est un projet visant à donner une nouvelle vie aux matériaux inutilisés pour les personnes dans le besoin, en particulier les personnes déplacées à l'intérieur des zones perturbées par les insurgés, les inondations et les catastrophes naturelles, et qui sont obligées de vivre dans des camps au Nigeria.

Ces initiatives prouvent bien que la technologie a un réel pouvoir transformateur. A nous de donner collectivement accès à ces jeunes entrepreneuses prometteuses à des formations adaptées pour leurs permettre de trouver des solutions aux problèmes contemporains.

Abisoye Ajayi Fondatrice et Directrice Fondation Pearls for Africa



ET SI LA DURABILITÉ, C'ÉTAIT L'ÉGALITÉ?







LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS : PIVOT DE LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030

i les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont obtenu des résultats, en particulier en matière de réduction de l'extrême pauvreté¹, il leur a été beaucoup reproché de transformer les très pauvres en « pauvres relatifs »². Ban Ki Moon, secrétaire général des Nations Unies de 2007 à 2016, l'avoue d'ailleurs très volontiers dans la préface qu'il signe en page 3 du rapport bilan des OMD³.

Aussi, entre 2012 et 2015, l'élaboration de l'Agenda 2030 a été guidée par le souci de garantir l'égalité sociale, environnementale et économique entre et à l'intérieur des pays, seule véritable condition à l'acceptabilité et donc à la durabilité de nos modes de vie, de nos organisations et de nos territoires.

L'ODD 10 « Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre » est l'incarnation de cette poursuite, de ce désir d'égalité entre tous. Ses cibles veulent s'attaquer aux causes des inégalités, et ce dans tous les pays, pas seulement dans les pays dits du Sud. Car nous sommes tous des pays en voie de développement durable. Ces cibles montrent implicitement que les inégalités internes aux pays se sont accrues. Elles reconnaissent aussi que la croissance économique ne suffit pas pour réduire la pauvreté si elle ne bénéficie pas à tous et ne concerne pas les trois dimensions du développement durable, c'est-à-dire économique, sociale et environnementale. L'ONU, à travers l'Agenda 2030, réconcilie enfin, au nom de la lutte contre la pauvreté, les 3 piliers du développement durable qui avaient été séparés à Johannesburg en 20024.

Néanmoins, s'est développée une passionnante controverse entre équité et égalité : ainsi le Groupe de réflexion de la société civile sur les perspectives du développement global a, dès 20155, revendiqué, au nom de l'équité, l'application du traitement différencié des responsabilités comme principe fondamental pour la mise en œuvre des ODD. Concrètement, il s'agit de « tenir compte des différences réelles qui caractérisent la communauté internationale ». Cela a donc provoqué le curieux concept de « cibles pour les riches », utiles puisque, par exemple, en France, 10% des ménages les plus riches concentrent 47 % du patrimoine, et les 50 % les plus pauvres n'en représentent que 8%6. C'est pourquoi la France, dans sa feuille de route nationale de mise en œuvre de l'Agenda 2030, a choisi le combat contre les inéga-

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





































lités dans ses 6 priorités. Il n'empêche que les résultats de l'ODD seront certainement lus à l'aune de la lutte contre la pauvreté dans les pays pauvres.

Au-delà de l'ODD 10, la lutte contre les inégalités concerne tous les ODD: preuve en est, 69 des 169 cibles des ODD traitent des inégalités, soit bien plus du tiers.

L'INÉGALE DISTRIBUTION DES INÉGALITÉS

En plus de ces cibles directes, l'exemple de l'adaptation au changement climatique – un des principaux programmes du Comité 21 – illustre bien la transversalité de la question des inégalités.

La problématique de l'adaptation des pays en développement est devenue un facteur central des conférences climatiques, puisque tous les modèles climatiques démontrent que l'hémisphère Sud souffrira plus du réchauffement que le Nord. Selon la Banque mondiale, le coût, pour les pays en développement de s'adapter à un monde plus chaud de 2°C à l'horizon 2050 par rapport à l'ère préindustrielle, se situe entre 75 et 100 milliards de dollars par an entre 2010 et 2050.

Voilà une inégalité flagrante, supplémentaire et pratiquement non traitée entre pays riches et pays pauvres. Il y a 10 ans pourtant, les pays riches promettaient de transférer vers les pays plus pauvres 100 milliards de dollars par an pour les aider à faire face aux conséquences du réchauffement⁷. Cette inégalité est de surcroit cruellement injuste quand on sait que les pays industrialisés, pratiquement tous situés

dans l'hémisphère Nord, sont responsables de la quasi-totalité des émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement.

Au-delà des comparaisons internationales, ces inégalités climatiques se retrouvent à notre échelle, dans un pays comme la France, caractérisé par des climats différents et qui voit déjà, notamment lors des grandes canicules, des inégalités importantes selon ses régions. Or la cible adaptation, première de l'ODD 13, relatif à la lutte contre les changements climatiques, n'est jamais prise en compte dans les inégalités.

Ne doutons pas que les ODD seront jugés en 2030 à l'aune de la réduction des inégalités, à laquelle les peuples et les individus aspirent de plus en plus âprement.

1 Rapport bilan des OMD élaboré par l'ONU en 2015 : https://www. un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf 2 L'ODD 5 en chiffres et en faits, ONU : https://www.undp.org/content/

2 L'ODD 5 en chiffres et en faits, ONU : https://www.undp.org/content/ undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-10-reduced-inequalities.html

3 Rapport bilan des OMD élaboré par l'ONU en 2015 : https://www. un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf

4 Si la conférence de Rio en 1992 avait consacré, à travers le principe de l'Agenda 21, le développement durable sur les 3 piliers économique, environnemental et social, le début des années 2000 a, quant à lui, dissocié le monde du développement de celui de l'environnement. Cet esprit se retrouve dans les OMD imaginés en 2000 mais est consacré lors de la conférence de la terre de Johannesburg en 2002.

5 Les pays en voie de développemet ont souhaité que soit inscrite la cible 10.a : « Mettre en œuvre le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce ».

6 Données 2015 de l'Insee, citées par la Fonda.

7 La dotation du Fonds Vert fait d'ailleurs l'objet d'une cible de l'ODD13 : 13.a

Sarah Schönfeld Directrice Comité 21 Paris

TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉ FAIRE DE L'EMPLOI UN DROIT

ersonne n'est inemployable, ce n'est pas le travail qui manque et ce n'est pas l'argent qui manque.

Tels sont les trois postulats sur lesquels se base l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD). Initiée par Patrick Valentin, vice-président de l'association TZCLD, et ATD Ouart monde, avec le soutien d'Emmaüs France. du Secours catholique, du Pacte civique et de la Fédération des acteurs de la solidarité, cette expérimentation vise à résorber le chômage de longue durée en proposant un emploi en CDI, au Smic et à temps choisi à toutes les personnes privées d'emploi qui se portent volontaires. Ces emplois répondent à des travaux utiles non pourvus identifiés sur les territoires. Ils ne sont donc en

aucun cas concurrents aux emplois marchands.

Ces emplois sont financés en partie par la réallocation des dépenses liées à la privation d'emploi qui coute chaque année 43 milliards d'euros à la collectivité¹. Cette estimation produite par ATD Quart monde en 2015 prend en compte les dépenses sociales comme le RSA, les dépenses liées à l'emploi (ASS, accompagnement etc.), ou encore les manques à gagner en impôts et cotisations et coûts induits (logement, santé, etc.). L'autre partie est financée par le chiffre d'affaires des entreprises à but d'emploi (EBE), créées dans le cadre du projet Territoires zéro chômeur de longue durée. Il s'agit d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, conventionnées pour créer des emplois supplémentaires sur leur territoire.

PRÈS DE 840 PERSONNES EMBAUCHÉES DEPUIS LE DÉBUT L'EXPÉRIMENTATION

La loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée du 29 février 2016², adoptée à l'unanimité à l'Assemblée Nationale et au Sénat, prévoit la mise en œuvre de ce projet sur 10 territoires pendant 5 ans. Depuis le démarrage de l'expérimentation, début 2017, ce sont près de 840 personnes qui ont été embauchées dans les 11 EBE existantes aujourd'hui. Les personnes privées d'emploi sont impliquées et mobilisées dès les prémisses du projet (dans la recherche d'activités, la préfiguration de l'EBE, etc.). Le Fonds d'expérimentation, qui pilote le projet sur les territoires habilités, observe ainsi un retour à l'emploi de certains chômeurs de longue durée avant même leur embauche en EBE. Les activités développées sur les territoires se regroupent en 3 grandes familles : développement économique local, cohésion sociale et transition écologique (pour 40 % d'entre elles)3.

PRÈS DE 200 TERRITOIRES SE PRÉPARENT POUR LA 2E ÉTAPE DE L'EXPÉRIMENTATION

Pour expérimenter le droit effectif à l'emploi sur les territoires habilités et donner de l'ampleur et de la diversité (donc une crédibilité accrue) à l'expérimentation, il est nécessaire de prolonger la démarche sur les 10 territoires pilotes et de l'étendre à d'autres. L'association TZCLD, le Fonds d'expérimentation et les territoires se mobilisent donc pour l'obtention d'une deuxième loi per-



mettant cette deuxième étape expérimentale. Aujourd'hui, ce sont près de 200 territoires émergents qui se préparent à intégrer cette initiative et à faire de l'emploi un droit.

1 Selon une étude réalisée par ATD Quart monde en 2015 et mise à jour en 2017. Etude consultable sur : www.etcld.fr

2 Consulter la loi n°2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

3 Selon le bilan intermédiaire du Fonds d'expérimentation. Bilan consultable sur : www.etcld.fr

Morgane Gaillard Chargée des partenariats Association Territoires zéro chômeur de longue durée

CONJUGUER LIEN SOCIAL ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE: À GRANDE-SYNTHE, LE CAS DU REVENU DE TRANSITION ECOLOGIQUE







Q ue la question de la réduction des inéga-lités soit une préoccupation centrale de la transition écologique a de quoi surprendre. jusque récemment, concentrées soit sur les pro-blématiques sociales, comme la lutte contre la pauvreté, les inégalités et le chômage, soit sur les problématiques environnementales, sou-vent réduites à des solutions techniques pour contrer le réchauffement climatique. Rares sont celles à avoir cherché à concilier les deux.

nait à penser aussi - pour ne pas dire surtout - la réduction des inégalités sociales, environnementales, territoriales ? Précisément, c'est cette conviction qui fonde la proposition d'un revenu de transition écologique (RTE)¹. Il s'agit d'un dispositif pour les politiques publiques visant à redynamiser les territoires en créant un nouveau modèle économique autour des per-sonnes engagées dans des activités à fort im-pact social et environnemental : le maraîchage,

l'énergie citoyenne, la restauration en circuit court, l'économie de la fonctionnalité, l'agricul-

de reconnaissance et de rentabilité financière : à l'instar de toute création d'activité, un capital de départ et du temps pour pérenniser le pro-

Pour pallier à ces freins, le revenu de transition écologique combine trois éléments : un revenu monétaire conditionné à des activités inscrites économie authentiquement circulaire et non linéaire) ; un accompagnement adapté pour les une structure démocratique afin de mutualiser les ressources et les compétences en générant un territoire donné.

La première expérimentation de ce dispositif, soutenu par la fondation ZOEIN, vient d'être annoncée en avril dernier par l'ancien maire de Grande-Synthe, Damien Carême. Dans le dis-positif du RTE, le social et l'écologique vont de pair et réunissent différents partenaires, dont

Le RTE vise donc à accompagner les communautés qui s'engagent déjà sur leurs territoires dans la transition, et ce sans stigmatisation des précaires dont la place et les savoirs sont centraux pour faire de la transition un vecteur de solidarité et de justice sociale et environneplus de résilience et de lien social

LES INVESTISSEURS AU RENDEZ-VOUS DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE?

elon les Nations unies, 5 000 à 7 000 milliards de dollars d'investissements annuels à l'échelle mondiale jusqu'à 2030 sont nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), dont 4 500 milliards dans les pays et marchés émergents¹. A titre de comparaison, l'aide publique au développement des trente pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) a atteint 153 milliards de dollars² en 2018, ne couvrant qu'un trentième

LA MOBILISATION DES CAPITAUX PRIVÉS POUR LES ODD S'AVÈRE INDISPENSABLE, D'AUTANT PLUS QUE LA RÉALISATION DES 17 OB-JECTIFS REPRÉSENTERAIT PRÈS DE 12 000 MILLIARDS DE DOLLARS DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS DE MARCHÉ.

des besoins.

Dans ce contexte, la mobilisation des capitaux privés pour les ODD s'avère indispensable, d'autant plus que la réalisation des 17 Objectifs représenterait près de 12 000 milliards de dollars de nouvelles opportunités de marchés3. L'article 69 de l'Agenda 2030 insiste ainsi sur le rôle des investisseurs pour financer l'innovation et réussir ainsi la transition vers une économie durable.

Depuis le début des années 2000, la montée en puissance des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans les choix d'investissement a montré un changement de paradigme en matière de responsabilité sociétale chez les investisseurs. Plusieurs pratiques, regroupées sous le nom d'investissement socialement responsable (ISR) ont vu le jour : exclusion des États ou secteurs controversés (armement, tabac etc.), sélection des émetteurs en fonction de leur performance ESG, finance à impact etc.

La multitude de ces approches les rend cependant peu visibles pour les bénéficiaires et inégalement appro-



priées par les investisseurs : l'ISR reste un marché de niche.

Les ODD représentent dans ce contexte une triple opportunité pour les investisseurs. C'est tout d'abord un cadre de réflexion stratégique qui permet à la fois d'identifier les secteurs à risque dans un contexte de transitions rapides (et ainsi éviter d'investir dans des futur actifs échoués) et de saisir de nouvelles opportunités liées au développement durable (marchés émergents). Les Principes pour la Finance à Impact Positif, initiative onusienne, visent à diffuser cette approche chez les investisseurs. C'est un langage commun qui, par son approche partenariale et transversale, facilite le dialogue entre toutes les parties prenantes (relation entre investisseurs et émetteurs notamment). Des coalitions d'investisseurs autour des ODD se sont ainsi formées dans les pays nordiques, comme le Dutch SDG Investing Agenda aux Pays-Bas. C'est enfin une grille d'analyse holistique, adaptée pour évaluer et communiquer sur la contribution des investissements réalisés au développement durable. Elle est utilisée par un nombre croissant de sociétés de gestion.

Cependant, des freins méthodologiques persistent : comment articuler ce nouveau référentiel avec l'analyse ESG et avec les pratiques des entreprises? La question des données et de leur analyse sont également centrales: quelle mesure d'impact, avec quels indicateurs et quelle méthodologie? Les indicateurs nationaux ne sont pas tous directement transposables en

langage investisseur. L'harmonisation des schémas d'analyse, d'évaluation et de reporting des contributions aux ODD est pourtant indispensable pour éviter l'ODD-washing.

Plusieurs leviers peuvent être activés pour lever ces freins. Au niveau international, les Principles for Responsible Investment (PRI) et la Global Reporting Initiative (GRI) travaillent à l'harmonisation des cadres de rapportage des émetteurs et des investisseurs. Par ailleurs, la taxonomie des actifs durables de la Commission européenne entend clarifier la méthode d'évaluation des émetteurs.

En France, la feuille de route relative à l'Agenda 2030 entend faire dialoguer entreprises, investisseurs et autres parties prenantes pour diffuser les

bonnes pratiques, créer des synergies et des coalitions et ainsi accélérer la mobilisation des acteurs en faveur des ODD. Si de plus en plus d'investisseurs pionniers se saisissent des ODD, il s'agit désormais de confirmer la dynamique enclenchée pour changer l'échelle des investissements durables.

1 UNEP FI, « Rethinking impact to finance the SDGs », 2018 2https://www.economie.gouv.fr/cedef/aide-pu-

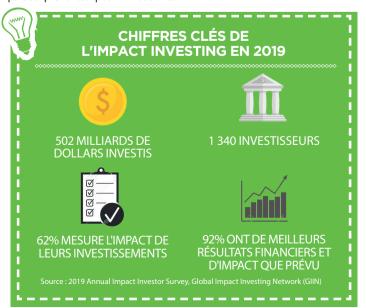
blique-au-developpement 3 Business Sustainable Development Commission

(BSDC), « Better Business, better world », Janvier 2017

Rémi Rousselet

Chargé de mobilisation Investisseurs et ODD Gwenaël Roudaut

Adjoint à la cheffe de département Département Proiets et Veilles stratégiques, Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)



FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE BAROMÈTRE DES SOLUTIONS DURABLES 2019

FISCALITÉ CLIMAT : LA FRANCE PEUT APPRENDRE DES EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES







i la flambée des prix de l'énergie en 2018 n'est pas majoritairement due à la hausse de la taxe carbone en France, c'est néanmoins cette taxe qui a catalysé de nombreux mécontentements et donné naissance au mouvement des gilets jaunes. Après avoir été « gelée » à son niveau de 2018 par le gouvernement, le futur de cette taxe demeure incertain.

La France n'est pas, loin de là, le seul pays à avoir des difficultés – c'est un euphémisme – pour instaurer une taxe carbone qui soit acceptée. Et pas le seul non plus à avoir relevé le défi d'une politique publique conduisant à la hausse des prix de l'énergie pour les ménages et les entreprises. Fin 2018, la Banque Mondiale dénombrait 29 pays ou provinces possédant une taxe carbone, et 28 marchés carbone à travers le monde¹. Et ce, sans compter les pays qui ont réduit fortement leurs subventions aux énergies fossiles.

L'Institut de l'Economie pour le climat (I4CE) a analysé dix pays, de quatre continents différents, qui se sont attelés au défi de la fiscalité climat et plus généralement de l'augmentation des prix de l'énergie ².Si chaque pays est différent et s'il est difficile de tirer des recommandations universelles des expériences étrangères, trois leçons nous semblent néanmoins pertinentes pour la France.

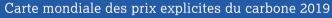
GLOSSAIRE

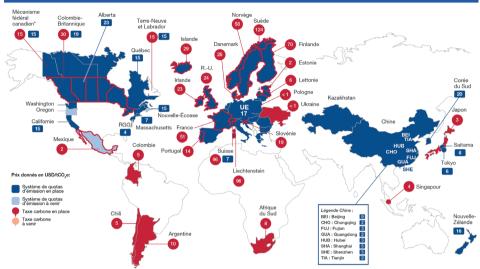
TAXE CARBONE

La taxe carbone s'applique sur les énergies fossiles, et est proportionnelle à la de CO2 par exemple, soit le montant en vigueur actuellement en France, se traduit 0,11 €/I pour le gazole dont la combustion émet plus de CO2.

MARCHÉ DES CRÉDITS CARBONE

Dans le cas d'un marché carbone, le légispeuvent être distribués gratuitement, mais fournir ainsi un revenu à l'Etat. Une entretème, l'État est sûr de respecter le plafond d'émissions fixé ; en revanche, le prix des quotas est très incertain, tout comme le





L'IMPORTANCE DE LA TRANSPARENCE

La première, c'est de faire preuve de transparence sur l'usage des revenus d'une taxe carbone. L'usage des revenus est clé pour l'acceptabilité de la réforme et doit être débattu bien en amont, sous peine de devenir une pomme de discorde, un point de blocage. Mais quel que soit l'usage choisi - et les pays qui ont réussi leurs réformes ont fait des choix très différents – il faut faire preuve de transparence. C'est ce qu'a fait la province de la Colombie-Britannique, au Canada. Chaque année, le Ministre des finances est tenu de rendre compte devant l'Assemblée du respect de l'engagement de neutralité des prélèvements obligatoires. L'Assemblée examine son rapport sur l'utilisation des recettes des deux années précédentes, et valide son plan triennal sur l'utilisation des recettes de la taxe. Le Ministre a par ailleurs conditionné 15 % de son salaire au respect de cet engagement de neutralité. Le cas de ce pays montre qu'il est possible d'être transparent sur l'usage des revenus d'une taxe carbone, de le flécher sans pour autant l'affecter à un Fonds séparé du budget général de l'Etat.

RENDRE VISIBLES LES CONTREPARTIES **POUR LE CONTRIBUABLE**

La seconde leçon est qu'il faut rendre visibles les contreparties à la hausse des prix de l'énergie. Toute hausse de ces prix étant très visible, les contreparties doivent l'être tout autant. L'Etat de Californie a joué le jeu de la transparence totale et de la visibilité des contreparties. Le Fonds public, créé grâce aux recettes de son marché carbone, s'est vu fixer des objectifs clairs. Ainsi, 60 % de l'argent doit aller à la mobilité et au logement. Chaque année, l'Assemblée décide des programmes publics financés, suite à une consultation publique large. Toutes les réalisations du Fonds sont cartographiées sur un site internet, les projets de terrain sont labellisés, et des opérations de communication sont lancées pour donner à voir très concrètement l'impact du Fonds. Une opération de destruction de voitures anciennes a ainsi été organisée sur la place de la Mairie de Los Angeles, pour rendre visible l'impact des nouvelles subventions à l'acquisition de voitures moins gourmandes en énergie.

ADAPTER LA TAXE EN TENANT COMPTE **DES CRITIQUES**

Il y a aussi une dernière leçon à tirer des expériences étrangères : il faut savoir entendre les critiques, s'adapter, et persévérer. L'Indonésie a connu des émeutes de grande ampleur quand elle a commencé à réduire ses subventions aux énergies fossiles. Elle en a tiré les leçons, en mettant en place de très nombreux programmes sociaux pour protéger les plus pauvres. Il aura fallu 25 ans, avec plusieurs retours en arrière, pour mettre quasiment un terme aux subventions dans ce pays. Persévérer, c'est aussi ce qu'a fait la Colombie-Britannique. Quatre mois après sa mise en œuvre, la taxe carbone était rejetée par la majorité de la population. Elle compte désormais deux soutiens pour un opposant.

La hausse de la fiscalité sur l'énergie est un défi politique, qui prend du temps. En apprenant de ses erreurs et des expériences étrangères, espérons que la France, comme d'autres pays, pourra trouver un consensus pour faire avancer cette réforme néces-

1 "Carbon Pricing Dashboard: Up-to-date overview of carbon pricing initiatives" [Online]. https:// carbonpricingdashboard.worldbank.org/map data. [Accessed: 29-Mar-2019].

2 « Fiscalité climat : la France peut apprendre des expériences étrangères » Etude climat I4CE, Mai 2019.

Sébastien Postic

Chef de projets, fiscalité, développement et climat

LES SYNERGIES ENTRE LE SECTEUR PRIVÉ ET LE SECTEUR SOLIDAIRE POUR LA RÉUSSITE DES ODD

utils digitaux et Objectifs de développement durables (ODD), quelles synergies ? Dans cet entretien, Antoine Bertout, directeur du développement international de Famoco, une fintech spécialisée dans les systèmes de paiements, revient sur cette question essentielle pour la réalisation des ODD.

Dans quelle mesure les outils digitaux constituent-ils un tremplin et un levier pour réaliser les ODD?

Paul Polman, le PDG d'Unilever dit que les ODD en eux-mêmes sont un « énorme business plan ». Tout le monde doit y prendre sa place et être acteur du changement. De ce fait, le secteur privé et les industries en lien avec les technologies de service ont un rôle à jouer. Famoco, ainsi que d'autres acteurs sur le terrain, ont vu très clairement que les nouvelles technologies peuvent répondre aux besoins de la société civile, notamment dans des pays à l'économie émergente en Afrique et en Asie. Les nouvelles technologies sont ainsi un vecteur d'accélération des ODD.

Est-ce que les acteurs du secteur privé, et plus précisément les entreprises, ont réellement compris qu'ils avaient un rôle important à jouer dans la réalisation des ODD?

Oui mais cela n'est qu'un début. Si ce ne sont pas les industries qui adhèrent d'elles-mêmes aux ODD, ce sont les consommateurs qui les poussent à le faire. Ces derniers s'intéressent aux questions d'empreinte carbone et aux conditions de travail, et incitent donc les industries à faire évoluer leur modèle vers plus de transparence, de respect et d'engagements plus responsables socialement. On voit ainsi apparaître la mention des ODD dans des cahiers des charges ou des appels d'offres, notamment dans les pays émergents qui souhaitent aligner leur essor économique sur ces modèles plus durables. On constate une volonté des entreprises de s'assurer que les solutions à apporter sont pérennes et n'ont pas un impact négatif sur la planète. C'est notamment ce que le Global Compact, dont nous faisons partie, essaie de promouvoir.

Le monde du développement a historiquement été porté par des acteurs des secteurs publics et solidaires. Néanmoins, de plus en plus d'entreprises s'emparent de ces enjeux. Quel est leur rôle dans le domaine du développement ? Ont-elles une approche fondamentalement différente de celle des ONG, malgré leur objectif de développement commun ?

Je pense que les ONG et les fonds publics ont permis de faire la lumière sur des besoins que les ODD ont quantifiés. Jusqu'à présent, les ONG répondaient spontanément aux besoins ponctuels des populations affectées par une sécheresse ou une famine. Aujourd'hui, les ONG et leurs bailleurs de fonds s'assurent de maximiser l'impact des actions humanitaires sur les populations touchées afin que cet effort et investissements contribuent à moyen et plus long termes à la reprise des activités économiques et sociales des populations en question. C'est de cette expertise que doivent se rapprocher les entreprises, pour introduire des aspects de développement social et sociétal dans un agenda qui était auparavant majoritairement économique ou commercial. Cependant, réaliser les ODD n'est pas une simple histoire de philanthropie ; il s'agit de repenser des modèles économiques et sociétaux. L'économie et le commerce ont donc une place dans ce projet.

Le nouveau rôle des entreprises est donc de répondre à des problèmes sociétaux. Dans ce contexte-là, l'entreprise n'a-t-elle pas une force de frappe plus importante que celle du secteur solidaire traditionnel, dont font partie les ONG? Quelle est la plus-value d'un partenariat avec des ONG?

L'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des Objectifs) a une véritable valeur. C'est l'implication de tous – multi-stakeholder- qui doit permettre la réalisations des ODD dans les dix prochaines années. Le secteur privé est, pour cela, un des

rouages necessaires dans le projet de réalisation des ODD. Les acteurs privés ont besoin de l'expertise humanitaire qu'ont les ONG, qui ont aussi un rôle de garde-fou, de modérateur ; ces derniers cependant ont besoin des innovations et solutions venant des partenaires du privé pour améliorer l'efficacité des leurs actions auprès des populations concernées. Par exemple, au lieu de chercher à appliquer un modèle ou une solution qui fonctionnerait en Europe, dans un pays où l'économie et les cultures sont différentes, il s'agit de mettre en place des services adaptés aux besoins de la société civile locale et des acteurs économiques locaux. Les partenariats sont donc essentiels car les ONG permettent aux entreprises d'adopter une approche plus modérée et plus appropriée aux différents contextes nationaux et locaux.

Famoco a déjà tissé des partenariats de ce type, notamment avec le World Food Program. Comment cela s'est passé ? Y avait-il un langage commun ou des réticences à effectuer un partenariat avec des entreprises privées ?

Dès le départ, nous avons écarté tout préjugés, et cela dans les deux sens. Ils ont été très clairs dans la formulation de leurs besoins (appel d'offre), auxquels nous avons pensé pouvoir apporter nos solutions. A leur tour, ils ont constaté que nous étions potentiellement un accélérateur technologique. Il y a eu une véritable réflexion, notamment au sujet des valeurs communes que nous devions adopter dans la réalisation de ce changement. Cela nous a permis de repenser nos valeurs chez Famoco et nos engagements vis-àvis- de nos clients et aussi de nos employés.

Propos recueillis par Baptiste Fassin Chargé de publications et communication Convergences

REMERCIEMENTS



EN PARTENARIAT AVEC:





Remerciements aux membres du Comité de pilotage du Baromètre et aux rédacteurs : Abisoye Ajayi (Fondation Pearls of Africa), Sami Asali (Coordination Sud), Julien Beauhaire (Plan International), Sina Beecken (Schlange & Co. GmbH) Juliette Benet (Plan International), Antoine Bertout (Famoco) Emilie Bobin (PwC), Martial Breton (CliMates), Todd Cort (Yale Center for Business and the Environment), Christine Daoulas (Orange), Asma Enaifer (Orange), Fabrice Ferrier (Focus 2030), Meike Fink (Réseau Action Climat), Theresa Franck (Schlange & Co. GmbH), Morgane Gaillard (Territoires zéro chômeur de longue durée), Morgane Le Romanser (Futur au Présent), Magali Pinon Leconte (MTES), Sébastien Postic (I4CE), Alexis Sarrut (FEST), Nicolas Rainaud (Equipop & Women7), Gaëlle Roudaut (MTES), Rémi Rousselet (MTES), Esther Schneider (IRIS), Joachim Schlange (Schlange & Co. GmbH), Sarah Schönfeld (Comité 21), Sophie Swaton (Fondation Zoein), Kate Wilson (Digital Impact Alliance).

Convergences: Paul Constantin, Garance Diacono, Baptiste Fassin, Clara James, Thibault Larose, Jennifer Linares, Lou-Anne Petit, François Ropars, Fanny Roussey, Carine Valette, Manon Vigier et Sarah Zekri.

Baromètre des Solutions Durables 2019 / Convergences.

Conception éditoriale : Baptiste Fassin, Carine Valette | Conception graphique : Baptiste Fassin, Carine Valette | Impression : Imprimerie Centrale de Lens

À PROPOS DE CONVERGENCES :

Créée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion, de plaidoyer et de mobilisation en Europe en faveur des Objectifs de développement durable (ODD) et de la construction d'un monde « Zéro exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté ». Sa mission est de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. Convergences s'appuie sur plus de 200 organisations partenaires représentées au sein de ses Groupes de travail pour co-construire le Forum Mondial Convergences qui réunit chaque année à Paris près de 5 000 participants, réaliser des publications, développer des projets autour de la jeunesse et du numérique, et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année. www.convergences.org

Copyright Convergences Août 2019 – Convergences, 33 rue Godot de Mauroy, 75009 PARIS – FRANCE $/\!/+\!33$ (0)1 42 65 78 85

Pour plus d'informations : contact@convergences.org ou www.convergences.ORG